

**OBJET : REPARTITION INTERCOMMUNALE DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT
DES ECOLES PUBLIQUES ACCUEILLANT DES ENFANTS DOMICILIES DANS
D'AUTRES COMMUNES.**

CONVENTION

Entre :

■ La commune de Saint-Laurent du Var, représentée par son Maire, Monsieur Henri REVEL,
dûment autorisé en la matière par délibération du Conseil Municipal en date du 28 Mars 2002,

Et

■ La commune de Saint-Jean-Restaud....., représentée par son Maire,
M. Jean-Restaud..... dûment autorisé en la matière par délibération du Conseil
Municipal en date du 25 Mars 2001

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article I

En application des dispositions de l'article 23 de la loi n° 83.663 du 22 juillet 1983 modifiée par l'article 37 de la loi n° 86-29 du 9 janvier 1986 ainsi que par l'article 11 de la loi n° 86-972 du 19 août 1986, chacune des collectivités territoriales susdites s'engage à participer aux dépenses de fonctionnement des écoles publiques de l'autre collectivité au prorata des enfants inscrits dans ces écoles.

Article II

Conformément à la loi, les catégories d'élèves pour lesquelles la commune de résidence est tenue de participer sont les suivantes :

- a) élèves de l'enseignement préélémentaire et élémentaire qui bénéficient d'une capacité d'accueil suffisante mais en faveur desquels le Maire, consulté par celui de la commune d'accueil avant chaque rentrée scolaire considérée, a donné son accord pour une scolarisation hors de sa commune.
- b) élèves qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente convention avaient déjà commencé leur scolarité maternelle ou primaire sur le territoire de la commune d'accueil.

Article III

La commune d'accueil est par contre tenue de supporter la seule charge dans le cas des enfants visés au (a) de l'article II qu'elle aurait accepté d'inscrire sans que le Maire de la commune de résidence ait donné son accord.

Article IV

Chaque année, le Maire de la commune d'accueil doit adresser la liste des élèves mentionnés à l'article II par catégorie au Maire de la commune de résidence.

La liste récapitulative des élèves concernés fait obligatoirement mention, pour chaque enfant, du nom et prénom, de l'école et de la classe fréquentée .

Article V

Le coût moyen d'un élève est calculé à partir du compte administratif de l'année précédente, sur les articles budgétaires des dépenses de fonctionnement de toutes les écoles publiques de la commune d'accueil.

Ce coût, revu annuellement, fait l'objet d'une délibération du conseil municipal.

Article VI

Le montant de la contribution due par la commune de résidence est égal au produit du coût d'un élève par le nombre d'élèves scolarisés dans la commune d'accueil.

Ce montant est calculé au prorata de l'année scolaire en cas de changement de commune de résidence.

Article VII

La présente convention est conclue pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction, sauf décision contraire de l'une ou l'autre des parties, dûment notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception trois mois avant l'expiration de la présente convention.

Fait à Saint-Laurent du Var,

Le - 6 AOUT 2002

Le Maire de la commune de résidence

Jean-Pierre Lelevé

Le Maire de la commune d'accueil

Henri REVEL

